

Observatoire de la Dissuasion

Bulletin mensuel

EMMANUELLE MAITRE
Observatoire sous la direction de
BRUNO TERTRAIS

FONDATION
pour la **RECHERCHE**
STRATÉGIQUE



SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| AVANT-PROPOS | 3 |
| VEILLE | 4 |
| 1. Russie | 4 |
| 2. États-Unis | 4 |
| 3. Corée du Nord | 4 |
| 4. Pakistan | 4 |
| 5. Chine | 4 |
| QUESTIONS POLITIQUES ET STRATÉGIQUES | 5 |
| 1. Tensions géopolitiques et blocages procéduraux au comité préparatoire Par Emmanuelle Maitre | 5 |
| 2. Une nouvelle alliance entre la Russie et la Corée du Nord ? Par Benjamin Hautecouverture | 8 |
| QUESTIONS TECHNIQUES, TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELLES | 11 |
| 1. Dissuasion nord-coréenne : quels enseignements tirer de l’emploi de missiles courte portée en Ukraine ? Par Emmanuelle Maitre et Inès Grange | 11 |
| PUBLICATIONS ET SEMINAIRES | 15 |
| 1. Australia and the US nuclear umbrella: from deterrence taker to deterrence maker | 15 |
| CALENDRIER | 17 |

Eté 2024

AVANT-PROPOS

Le second comité préparatoire à la conférence d'examen du TNP s'est tenu cet été à Genève. Ce bulletin propose un résumé des débats et quelques observations sur le cadre du TNP dans un contexte géopolitique toujours très complexe.

Alors que le partenariat militaire entre la Russie et la Corée du Nord se renforce, ce bulletin propose deux lectures de cette coopération : la première sur ses implications stratégiques, et la seconde centrée sur l'utilisation de missiles nord-coréens en Ukraine et la manière dont ces frappes influent la dissuasion du pays.

Enfin, une recension pose la question de la perception de la dissuasion en Australie.

Ce bulletin est réalisé avec le soutien du Ministère des Armées. Les informations et analyses contenues dans ce document sont sous la seule responsabilité des auteurs et n'engagent ni le Ministère des Armées, ni aucune autre institution.

VEILLE

1. Russie

13 août 2024 : publication par le [Financial Times](#) d'informations sur des exercices et documents de préparation de la Marine russe concernant des frappes nucléaires sur des cibles européennes¹.

2. États-Unis

10 juillet 2024 : annonce d'une [restructuration du programme d'ICBM Sentinel](#) en raison des surcoûts notifiés au Congrès en janvier².

20 août 2024 : informations publiées dans la presse sur l'adoption par l'administration Biden de [principes d'emploi de l'arme nucléaire](#) révisés³.

3. Corée du Nord

1^{er} juillet 2024 : essai d'une variante des SRBM nord-coréens intitulée [Hwasong-11Da-4.5](#)⁴.

5 août 2024 : annonce par Pyongyang du déploiement de [250 lanceurs de SRBM](#) à la frontière coréenne⁵.

4. Pakistan

20 août 2024 : essai du missile à portée intermédiaire [Haft VI / Shaheen II](#)⁶.

5. Chine

17 juillet 2024 : interruption par Beijing des [discussions nucléaires](#) entre la Chine et les États-Unis, en protestation contre les ventes d'armes américaines à Taïwan⁷.

¹ Max Seddon et Chris Cook, « Russian navy trained to target sites inside Europe with nuclear-capable missiles », *Financial Times*, 13 août 2024.

² Todd Lopez, « Sentinel Land-Based Nuclear Modernization Program Will Continue, With Changes », *DOD News*, 10 juillet 2024.

³ David Sanger, « Biden Approved Secret Nuclear Strategy Refocusing on Chinese Threat », *The New York Times*, 20 août 2024.

⁴ Kim Soo-yeon, « (2nd LD) N. Korea says it test-fired new tactical ballistic missile capable of carrying super-large warhead », *Yonhap*, 2 juillet 2024.

⁵ Colin Zwirko, « North Korea says it deployed nuclear-capable missiles to South Korean border », *NK News*, 5 août 2024.

⁶ « Pakistan today conducted successful training launch of surface to surface ballistic missile Shaheen-II », No PR-245/2024-ISPR, ISPR, 20 août 2024.

⁷ Andrew Roth, « China suspends nuclear talks with US over arms sales to Taiwan », *The Guardian*, 17 juillet 2024.

QUESTIONS POLITIQUES ET STRATÉGIQUES

1. *Tensions géopolitiques et blocages procéduraux au comité préparatoire*

Par Emmanuelle Maitre

Du 22 juillet au 4 août 2024 s'est tenu à Genève le second comité préparatoire (PrepCom) à la conférence d'examen (RevCon) du TNP qui se tiendra en 2026. Les éléments de tensions observés lors de cette réunion sont connus et reflètent les fractures qui divisent la communauté du TNP depuis plusieurs années : guerre en Ukraine, tensions au Moyen-Orient, crises de prolifération, légitimité des doctrines de dissuasion, manque de progrès en matière de désarmement, contestation de la dissuasion élargie, utilisation de la propulsion nucléaire et de l'énergie nucléaire de manière large. Au terme de quinze jours de débats houleux sous la direction du Président du PrepCom kazakhstanais Akan Rakhmetullin, plusieurs points forts peuvent être mis en avant.

Tout d'abord, au niveau de la procédure, l'adoption du rapport produit par la Présidence a été impossible, mais contrairement à l'année précédente, Akan Rakhmetullin a pu introduire son compte-rendu des débats comme document de travail intégré au rapport procédural du PrepCom⁸, à la condition de satisfaire la demande russe d'insérer une note de bas de page spécifiant à nouveau que le compte-rendu ne reflète pas la position des délégations et ne doit pas servir de base de travail à la future RevCon. Il convient de noter que sur le fond et sur la forme, ce compte-rendu a fait l'objet de nombreuses critiques. En particulier, le groupe des non-alignés (NAM) ont peu apprécié que le Président s'appuie sur une version modifiée de son document suite à des consultations avec des groupes d'États effectuées la veille, un jour férié. Pour beaucoup d'États, le texte ainsi modifié était beaucoup trop conciliant avec les positions des États dotés et ne reflète pas leurs positions sur le désarmement, voire représente un recul par rapport aux engagements déjà pris. De manière inhabituelle, ce document est rédigé en présentant les différents points de vue des États, y compris leur opposition sur certains points, et ne cherche pas à représenter un consensus.

D'un point de vue géopolitique, si l'invasion russe de l'Ukraine a continué de faire débat et de recueillir des condamnations, le conflit à Gaza a également suscité des débats animés, avec un élargissement du nombre de délégations réclamant l'adhésion par Israël au TNP et condamnant les opérations israéliennes à Gaza. Si des discussions ont pu avoir lieu sur l'opportunité d'évoquer ce sujet dans le cadre du TNP, les États-Unis ont utilisé leur droit de réponse pour faire valoir qu'ils avaient, à l'instar du

⁸ Chair's Summary, [NPT/CONF.2026/PC.II/WP.44](#), 2 août 2024.

gouvernement de Tel-Aviv, condamné les propos individuels de certains politiciens israéliens concernant l'utilisation de l'arme nucléaire.

La critique de la dissuasion élargie continue de s'imposer comme un thème prédominant, avec une opposition forte d'une grande partie des non-alignés aux dispositifs de partage nucléaire, et une contestation d'un groupe de plus de cinquante États du placement d'armes nucléaires russes au Bélarus. Les États de l'OTAN ont insisté, dans leurs déclarations et en utilisant leur droit de réponse, sur la licéité du dispositif otanien, alors que Minsk a estimé que le déploiement d'armes nucléaires russes sur son territoire est une réponse protectrice vis-à-vis des menaces de l'OTAN et ne menace pas d'autres pays. La Russie a insisté sur l'équivalence entre les deux pratiques, alors que certains pays européens ont estimé qu'il n'était pas possible de les comparer étant donné que le partage nucléaire de l'OTAN précède la signature du TNP.

Les désaccords autour du désarmement ne sont pas nouveaux, mais on observe néanmoins la volonté des États membres du TIAN de critiquer la dissuasion nucléaire en tant que telle, ce qui peut faire écho aux efforts en cours dans le cadre du TIAN pour rédiger un rapport contestant la dissuasion comme doctrine de sécurité. Si la France a mis en avant le concept de responsabilité pour les États dotés, les critiques ont été vives à ce sujet, le concept continuant d'être perçu comme un « oxymore » par un certain nombre de délégations. À l'inverse, la proposition chinoise de généraliser à d'autres États sa posture de non-emploi en premier a reçu un soutien fort (NAM, États d'Asie du Sud-Est). Enfin, si les efforts du P3 pour pousser la discussion sur la réduction des risques stratégiques continuent d'être critiqués par quelques délégations, comme l'Afrique du Sud, cette initiative est plutôt soutenue par la communauté du TNP au sens large, comme en témoigne une déclaration conjointe sur le sujet effectuée par des États au profil très différents comme le P3, mais aussi des États parties au TIAN comme le Mexique ou encore le Brésil⁹. À noter sur les aspects désarmement la volonté des États parties du TIAN de souligner la complémentarité entre les deux traités mais également la mise en valeur au sein des débats de thèmes plutôt nouveaux issus du TIAN, notamment sous l'impulsion de la présidence kazakhstanaise, comme l'assistance aux victimes des essais ou les conséquences environnementales des détonations nucléaires.

En matière de prolifération, et sans surprise, le PrepCom a permis de constater le choix russe de non seulement s'abstenir de critiquer les programmes proliférants nord-coréen et iranien mais également de dénoncer une forme d'acharnement sur Pyongyang alors que les États-Unis et la Corée du Sud « nuisent », selon Moscou, aux efforts des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies de dénucléariser la péninsule coréenne en envisageant des opérations de planification nucléaire conjointes. Plusieurs États européens et affinitaires ont déploré la dissolution du panel d'experts sur la Corée du Nord et ont condamné les transferts d'armes entre Pyongyang et Moscou. Ces États, rejoints par plusieurs États du Moyen-Orient, se sont également inquiétés des activités iraniennes en matière de prolifération, point qui a été peu abordé dans l'ensemble par le comité malgré les évolutions du programme.

⁹ Reducing the risk of nuclear conflict, [Joint Statement](#), PrepCom, 2 août 2024.

La propulsion nucléaire a continué de faire l'objet de désaccords, avec une défense notamment construite par le Brésil et l'Australie, et une incursion de la France dans le débat, Paris s'engageant à faire en sorte que les plus hautes normes de prolifération soient respectées et que l'AIEA puisse assurer le contrôle des matières nucléaires concernées par les programmes de coopération internationale dans le domaine de la propulsion. Le sujet reste contentieux, tout comme celui des usages pacifiques, sur lequel la question de la centrale de Zaporijja continue d'être un point de blocage. La France a présenté et soutenu cinq papiers sur le sujet et a continué de promouvoir son action en particulier pour les applications non énergétiques du nucléaire, avec l'organisation d'un *side-event* sur l'utilisation de l'irradiation pour la protection du patrimoine culturel.

Enfin, comme l'année dernière, la question de la transparence a occupé une place majeure. Ainsi, sous l'impulsion de la Nouvelle-Zélande, de l'Irlande et de la Suisse, un groupe de 38 États ont fait une déclaration commune dans laquelle ils suggèrent de faire de la transparence un sujet prioritaire lors du prochain PrepCom et ont remis en avant leurs propositions de consacrer le troisième PrepCom du cycle d'examen à l'analyse des rapports nationaux des États dotés, permettant en particulier des échanges interactifs entre États sur les rapports¹⁰. Le groupe NPDI¹¹ et l'Union européenne ont de leur côté proposé des documents de travail sur le sujet de la transparence, le premier incluant comme depuis 2015 une matrice de rapport standardisé¹² et le second s'appuyant sur ses recommandations bâties en 2023 pour le groupe de réflexion sur l'amélioration du cycle d'examen¹³. De son côté, l'Autriche, en plus de soutenir les propositions susmentionnées, a suggéré l'établissement d'un processus indépendant d'examen des rapports et de la mise en œuvre par les EDAN de leurs obligations liées au TNP, par exemple par une institution indépendante comme l'UNIDIR ou l'AIEA ou selon des mécanismes de *peer review*.

Les États dotés ont répondu différemment à ces appels à la transparence, la France indiquant par exemple être « *en faveur de créer un dialogue interactif, approfondi et structuré sur les rapports nationaux des États dotés et non-dotés* », à l'instar des États-Unis et du Royaume-Uni. La Russie, en revanche, s'est montrée très fermée, repoussant les propositions comme créant de nouvelles obligations pour les EDAN et « *convertissant le processus d'examen du TNP en un outil de contrôle et de coercition* ». La Chine a également rejeté les propositions d'accroître le rôle donné à la transparence dans le processus. Ce thème mobilise pour autant, y compris la société civile. Ainsi, l'organisation britannique BASIC (*British American Security Information Council*) a annoncé le lancement de deux projets connexes, dont un Index de la transparence en matière nucléaire (NUTRI), financé par le Canada et les Pays-Bas. Cet index devrait permettre d'évaluer la transparence des EDAN grâce à des indicateurs comparatifs, sur le modèle du *Nuclear Security Index* mis en place par l'ONG américaine NTI. En parallèle, BASIC va créer le NPT Monitor, s'inspirant d'initiatives similaires associées à d'autres traités de non-

¹⁰ [Joint Statement on behalf of a Group of States NPT Transparency & Accountability](#), 2nd August 2024.

¹¹ Allemagne, Australie, Canada, Chili, Emirats Arabes Unis, Japon, Mexique, Nigeria, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Türkiye.

¹² Enhancing transparency for nuclear disarmament, non-proliferation and strengthening accountability in the review process for the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons, [NPT/CONF.2026/PC.II/WP.32](#), 2 juillet 2024.

¹³ Enhancing transparency and accountability in the implementation of Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons obligations and commitments Working paper submitted by the European Union, [NPT/CONF.2026/PC.II/WP.6](#), 24 mai 2024.

prolifération et de désarmement (TIAN, Conventions d'Oslo et d'Ottawa...) et vise à évaluer la mise en œuvre des obligations liées au TNP par ses États membres.

Comme l'année dernière, les efforts pour améliorer le processus d'examen se heurtent donc à des blocages, ce qui a conduit le Canada à défendre l'abandon du consensus pour certains éléments de procédures, une proposition qui a recueilli une opposition vive de la part de la Russie. L'Union européenne a rappelé son idée de créer une équipe de soutien à la Présidence des conférences d'examen, alors que la plupart des États ont approuvé la suggestion d'une nomination précoce des États composant le bureau du cycle d'examen suivant pour permettre une meilleure coordination.

Le prochain PrepCom se tiendra du 28 avril au 5 mai 2025 à New York sous la présidence ghanéenne, quelques semaines après la troisième réunion des États parties au TIAN.

2. **Une nouvelle alliance entre la Russie et la Corée du Nord ?**

Par Benjamin Hautecouverture

Très médiatisée, une cérémonie tenue à Pyongyang mercredi 19 juin 2024 mettait en scène les dirigeants russe et nord-coréen Vladimir Poutine et Kim Jong-un en train d'échanger leurs signatures au bas d'un document diversement présenté par la presse comme un pacte, un accord, un traité, ou une alliance dont une clause prévoirait désormais l'assistance de l'un en cas d'attaque de l'autre. Selon les termes de Vladimir Poutine cité par l'agence Tass le jour même, « *l'accord de partenariat global signé aujourd'hui prévoit, entre autres, une assistance mutuelle en cas d'agression contre l'une des parties à cet accord.* »¹⁴ Or, de façon inattendue, le texte de l'accord fut rendu public par le régime nord-coréen le lendemain de sa signature.

Le nouveau *Traité de partenariat stratégique global entre la RPDC et la Russie* avait bien été présenté la veille par Kim Jong-un comme l'instrument d'une *alliance* alors que le président russe s'était gardé d'employer ce terme. Au titre de l'article 4 du texte, « *si l'une des deux parties est mise en état de guerre par l'invasion armée d'un État ou de plusieurs États, l'autre partie doit fournir sans délai une assistance militaire et autre avec tous les moyens en sa possession, conformément à l'article 51 de la Charte des Nations unies et aux lois de la République populaire démocratique de Corée et de la Fédération de Russie.* »¹⁵

Ce n'est pas la première fois que la formulation d'un engagement réciproque de sécurité lie les deux pays. L'article 1 du « *Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle* » signé à Moscou le 6 juillet 1961 entre l'URSS et la RPDC disposait que « *si l'une des parties contractantes est l'objet d'une agression armée de la part d'un État ou d'une coalition d'États et se trouve ainsi en état de guerre, l'autre partie contractante lui apportera immédiatement son aide militaire et autre avec tous les moyens dont elle dispose.* » Faute d'une renégociation entre les deux pays au début des années 1990, ce premier traité devint caduc en 1996 avant d'être remplacé en février 2000 – cinq mois après la

¹⁴ Justin Mc Curry et Andrew Roth, « Russia and North Korea sign mutual defence pact », [The Guardian](#), 19 juin 2024.

¹⁵ Cité par Park Min-hee, « North Korea's real motive for publishing the full text of new treaty with Russia », [Hankyoreh](#), 21 juin 2024.

première visite de Vladimir Poutine à Pyongyang – par un pacte de non-agression généralement considéré comme une dégradation de l’alliance de 1961. À ce titre, le nouveau partenariat marque bien une réévaluation de l’engagement sécuritaire bilatéral. Ce nouvel engagement est l’aboutissement d’un rapprochement graduel qui précède largement l’offensive russe en Ukraine à laquelle nombre de commentaires l’on réduit cet été. Pour autant, il est notable que les termes de l’article 1 du texte de 1961 ne sont pas ceux de l’article 4 de celui de 2024.

Selon les conventions diplomatiques russes, la formalisation d’un « partenariat stratégique global » à vocation générale n’est probablement pas tout à fait au niveau d’une alliance militaire officielle. L’on en trouve pourtant les termes dans le nouveau texte, sur lesquels les autorités nord-coréennes ont probablement préféré insister en choisissant de publier le texte intégral du traité. Selon un ancien haut responsable sud-coréen des services de renseignement, « *alors que la Corée du Nord voulait clairement mettre l’accent sur une structure d’alliance officielle, la Russie a semblé souligner la nature défensive de l’accord [y compris l’article 51 de la Charte des Nations unies] tout en évitant de qualifier l’accord d’alliance (...). Pour éviter toute mauvaise interprétation ou tout malentendu, Kim Jong-un s’est empressé de publier le texte intégral de l’accord, comme pour dire au monde qu’il n’était pas possible de défaire cette alliance* ». ¹⁶ La visite du dirigeant nord-coréen en Russie au mois de septembre 2023 avait déjà fourni à l’agence de presse officielle Korean Central News Agency (KCNA) l’occasion de décrire les liens entre les deux pays comme étant fondés sur une « unité militante ». On avait pu noter à l’époque que l’usage d’un tel jargon était souvent réservé aux alliés militaires du régime de Pyongyang ¹⁷. En définitive, l’on peut analyser la différence de formulation entre les articles correspondants de 1961 et de 2024 comme une latitude interprétative qui permet la prudence comme l’ouverture d’une ambiguïté stratégique ¹⁸ à toutes fins utiles, y compris à des fins dissuasives.

En plus de garanties de sécurité positives en cas d’attaque, le partenariat stratégique envisage en termes indirects la coopération militaire bilatérale. D’abord, l’article 8 dispose que les deux pays « *établiront des mécanismes* » pour « *renforcer les capacités de défense afin de prévenir la guerre* ». Ensuite, une telle coopération fut corroborée par une déclaration du président Poutine le jour de la signature du traité dans laquelle le dirigeant russe indiqua « *ne pas évacuer* » ¹⁹ la possibilité d’une coopération militaire entre les deux pays. Là encore, il est notable que le président russe continua d’utiliser des précautions de langage, de la même manière qu’il prévint le lendemain 20 juin au Vietnam que le nouveau partenariat avec la RPDC ne vise nullement le voisin sud-coréen.

Enfin, le nouveau traité devrait faciliter l’assistance russe aux programmes nucléaires et spatiaux de la Corée du Nord (en dépit de l’interdiction faite à tout pays d’assister les programmes balistique et spatial de la RPDC en vertu des résolutions de sanction du Conseil de sécurité). L’article 10 dispose en effet que les deux pays « *développeront les échanges et la coopération* » en matière scientifique, les domaines spatial et de l’énergie nucléaire pacifique étant désignés. C’est la perspective d’une coopération spatiale avancée qui a essentiellement mis en alerte les États-Unis, la Corée du Sud et le Japon cet

¹⁶ Cité par Park Min-hee, op. cit.

¹⁷ Khang Vu, « Putin’s diplomacy roadshow in North Korea and Vietnam », [The Interpreter](#), 5 juillet 2024.

¹⁸ Hao Nan, *Russia’s treaty with North Korea creates new fault lines in East Asia*, [EastAsiaForum](#), 26 août 2024.

¹⁹ Cité par Kelsey Davenport, « North Korea, Russia Strengthen Military Ties », [Arms Control Today](#), juillet/août 2024.

été, ainsi que l'expertise dans son ensemble au regard de l'ambition spatiale et balistique nord-coréenne et des échecs de plusieurs tirs d'essais ces derniers mois : pour mémoire, la tentative du 27 mai dernier de mettre un satellite en orbite à l'aide d'un nouveau lanceur spatial se solda par l'explosion du lanceur en vol ; l'essai d'un missile armé de plusieurs ogives le 26 juin dernier se serait également soldé par un échec, selon le Japon et la Corée du Sud.

Plus largement, l'événement du 19 juin 2024 marque une étape supplémentaire dans la réévaluation que la Russie fait depuis plusieurs années de sa politique de non-prolifération mondiale. À ce titre, et même si le nouveau partenariat bilatéral n'est pas une alliance nucléaire au sens propre, il peut être établi que c'est un nouveau coin enfoncé dans le front des cinq États dotés de l'arme nucléaire au sens du TNP, contre la prolifération. L'on ne manquera pas d'observer avec une certaine ironie que l'accord du 19 juin 2024 fut préparé puis scellé en pleine présidence russe du groupe P5.

QUESTIONS TECHNIQUES, TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELLES

1. *Dissuasion nord-coréenne : quels enseignements tirer de l'emploi de missiles courte portée en Ukraine ?*

Par Emmanuelle Maitre et Inès Grange

Les premiers signalements d'utilisation de missiles courte portée (SRBM) nord-coréens en Ukraine ont été faits par la Maison Blanche, qui a déclassifié en janvier 2024 des informations concernant le transfert et l'emploi de KN-23 ou KN-24 nord-coréens par la Russie²⁰. Quelques jours plus tard, l'organisation *Conflict Armament Research* (CAR), après avoir analysé des débris de missiles retrouvés à Kharkiv suite à la frappe du 2 janvier 2024, a pu déclarer que ceux-ci provenaient de Corée du Nord²¹. Ces informations ont été réitérées depuis par l'armée ukrainienne, qui a affirmé que des douzaines de missiles nord-coréens ont été tirés par la Russie en Ukraine, causant la mort d'au moins 24 personnes et plus de 70 blessés²², puis par le panel d'experts de l'ONU en avril 2024²³.

L'introduction de missiles nord-coréens sur le théâtre ukrainien pointe tout d'abord un problème de prolifération : l'efficacité avec laquelle la Corée du Nord réussit à contourner les sanctions pour construire des munitions élaborées avec des composants électroniques et à les exporter. En acquérant ces missiles, la Russie contrevient à la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU 1718²⁴ et ouvre possiblement la voie à la dissémination de ce type de missiles, capables d'emporter des armes de destruction massive, à d'autres pays. Par ailleurs, le missile observé par le CAR, un KN-23 (Hwasong-11) ou KN-24, contiendrait 290 composants importés dont une puce électronique produite aux États-Unis en mars 2023. Cette découverte illustre les difficultés à faire respecter le régime de sanctions en vigueur. Par ailleurs, au printemps 2024, la Russie a posé son veto quant au renouvellement du mandat du panel d'experts de l'ONU ayant pour mission d'examiner la mise en œuvre des sanctions onusiennes contre Pyongyang. Ce vote signale clairement qu'il n'existe plus d'unité au sein du Conseil de sécurité

²⁰ Thomas Newdick, « North Korean Missile Used in Ukraine Was Packed Full of U.S. Parts », *The War Zone*, 20 février 2024.

²¹ « Documenting a North Korean missile in Ukraine, Ukraine Field Dispatch », *Conflict Armament Research*, janvier 2024.

²² Jean Mackenzie, « North Korean weapons are killing Ukrainians. The implications are far bigger », *BBC*, 5 mai 2024.

²³ Michelle Nichols, « Exclusive: UN experts say North Korea missile landed in Ukraine's Kharkiv », *Reuters*, 30 avril 2024.

²⁴ [S/RES/1718 \(2006\)](#), Conseil de sécurité des Nations Unies, 13 décembre 2006.

8. a) *La République populaire démocratique de Corée devra cesser d'exporter [Chars de combat, véhicules blindés de combat, système d'artillerie de gros calibre, avions de combat, hélicoptères d'attaque, navires de guerre, missiles et lanceurs de missiles] et tous les États Membres devront interdire que ces articles soient achetés à la République populaire démocratique de Corée par leurs ressortissants.*

pour lutter contre le contournement nord-coréen du régime de sanctions, et dans ce contexte, le développement technologique des missiles nord-coréens devrait se poursuivre avec moins d'entraves²⁵.

D'un point de vue économique, le choix russe de se procurer des systèmes nord-coréens est sans doute justifié par une logique de coût et de capacité de production, dans la mesure où la Russie opère depuis deux ans une tactique de frappes de missiles à outrance. Ainsi, selon les forces armées ukrainiennes, la Russie a lancé depuis le 24 février 2022, 9 590 missiles et 13 997 drones, dont 1 388 missiles balistiques (principalement Iskander-M, Tochka-U au début du conflit et désormais quelques KN-23)²⁶. Moscou éprouve sans doute la nécessité de compléter par des exportations ses propres productions pour soutenir le rythme de frappes. Les exportations nord-coréennes présentent vraisemblablement deux avantages, tout d'abord, un coût attractif pour ce type de systèmes, et deuxièmement, une capacité de production importante²⁷. L'observation (*via* des images satellites) des sites de production présumés de missiles à propulsion solide tels que le KN-23 corrobore l'hypothèse de capacités de production robustes ; tout comme le déploiement, en août 2025, de 250 TEL de KN-23 (Hwasong-11D), pouvant chacun emporter quatre missiles, à des unités combattantes²⁸.

En matière de dissuasion, ces exportations et cette exhibition de missiles ont évidemment comme premier effet de montrer le potentiel des forces nord-coréennes, les systèmes en question ayant comme caractéristique de pouvoir emporter des armes nucléaires. Alors que la Corée du Sud et les États-Unis investissent fortement dans la défense antimissile, la capacité à disposer de systèmes variés et en très grand nombre est un atout pour crédibiliser des options de frappe nord-coréennes²⁹.

Mais l'emploi sur le terrain de dizaines de ces missiles avait peut-être également pour objectif de crédibiliser la dissuasion nucléaire nord-coréenne d'un point de vue opérationnel. À ce titre, les observations sont mitigées. De manière globale, les missiles balistiques employés sont parmi ceux qui sont le moins souvent interceptés par les forces ukrainiennes (4,5% d'interceptions depuis le début de la guerre), malgré l'acquisition par Kiev de systèmes antimissiles réputés performants³⁰. Les missiles balistiques, quasi-balistiques ou dans une moindre mesure aéro-balistiques (Kinzhal) restent donc les plus efficaces pour détruire des cibles distantes³¹.

Les données sur le KN-23 (ou KN-24, les services ukrainiens font parfois référence aux deux systèmes sans précision) sont plus discutables. En mai 2024, le gouvernement de Kiev a ainsi indiqué que sur les cinquante KN-23 reçus et tirés par Moscou entre décembre 2023 et février 2024, près de la moitié ont dévié de leur trajectoire ou explosé en vol. Les autorités ukrainiennes basent cette analyse sur les

²⁵ Joseph Dethomas, « UN Panel of Experts: The Final Act », [38 North](#), 11 avril 2024.

²⁶ Yevhen Kizilov, « Commander-in-Chief of Armed Forces reveals how many military facilities in Ukraine were hit by Russian missiles », [Ukrainska Pravda](#), 20 août 2024.

²⁷ Jean Mackenzie, op. cit.

²⁸ Colin Zwirko, « North Korea says it deployed nuclear-capable missiles to South Korean border », [NK News](#), 5 août 2024.

²⁹ Stéphane Delory, Antoine Bondaz, Christian Maire et Geo4i, *North Korean Short Range Systems: Military consequences of the development of the KN-23, KN-24 and KN-25*, [In Depth Report](#), FRS, janvier 2023.

³⁰ Yevhen Kizilov, op. cit.

³¹ En comparaison, 63% des drones, 67% des missiles de croisière sol-sol et 22% des missiles de croisière air-sol ont été interceptés jusqu'à maintenant, selon la même source. Les données fournies par l'Ukraine ne permettent pas de nuancer ces chiffres en prenant en compte le nombre d'interceptions tentées, le type de cibles ou la zone de tir.

débris d'une vingtaine de missiles retrouvés et estiment que pour la moitié restante, aucun débris n'a été retrouvé en raison d'une perte de trajectoire et d'une explosion³².

Liste des frappes de KN-23 ou autres missiles d'origine nord-coréenne sur le territoire ukrainien
(d'après les autorités ukrainiennes)

| Date | Nombre de missiles tirés | Zone de tir | Lieu de la frappe | Conséquences |
|--------------------------------|--------------------------|-------------------|-------------------------------|--------------------------|
| 29 décembre 2023 ³³ | 50 | NA | Zaporijjia | NA |
| 2 janvier 2024 ³⁴ | | NA | Kharkiv | 3 morts, 64 blessés |
| 4 janvier 2024 ³⁵ | | Région de Voronej | Aérodrome de Kanatove | Destructions matérielles |
| 28 janvier 2024 ³⁶ | | Région de Voronej | Kremenchuk Oil Refinery | Destructions matérielles |
| 7 février 2024 ³⁷ | | Région de Voronej | Kiev, Pavlohrad, Kharkiv | Aucune |
| 27 février 2024 ³⁸ | | Région de Voronej | NA | NA |
| 31 juillet 2024 ³⁹ | 1 | NA | Bila Tserkva, region de Kiev | Aucune |
| 6 août 2024 ⁴⁰ | 4 | Région de Voronej | Région de Kiev | Destructions matérielles |
| 10 août 2024 ⁴¹ | 4 | Région de Voronej | Kiev | 2 morts, blessés |
| 12 août 2024 ⁴² | 2 | Région de Voronej | Région de Kharkiv, Bohodukhiv | Blessés |
| 18 août 2024 ⁴³ | 2 | NA | Région de Kiev | Aucune |
| 20 août 2024 ⁴⁴ | 2 | Région de Voronej | NA | NA |
| 23 août 2024 ⁴⁵ | 2 | Région de Voronej | NA | NA |

D'après les autorités ukrainiennes, aucun tir de missile nord-coréen n'a été recensé entre février et juillet 2024. Depuis le 31 juillet, plusieurs salves de frappes de KN-23 ont à nouveau été annoncées en Ukraine. Ce hiatus pourrait être dû à l'attente d'un nouveau stock, la livraison de missiles plus perfectionnés, ou une réflexion tactique sur leur utilisation par l'armée russe⁴⁶. Quoiqu'il en soit, des difficultés continuent d'être observées, toujours selon Kiev, qui a fait savoir que le tir du 31 juillet 2024 avait

³² Tom Balmforth et David Gauthier-Villars, « Exclusive: Ukraine examines N.Korean missile debris amid fears of Moscow-Pyongyang axis », [Reuters](#), 7 mai 2024.

³³ Dylan Malyasov, « Russia hits Ukraine with North Korean KN-23 ballistic missiles », [Defence Blog](#), 5 janvier 2024.

³⁴ Jeff Mason et Josh Smith, « White House says Russia used missiles from North Korea to strike Ukraine », [Reuters](#), 5 janvier 2024.

³⁵ Valentyna Romanenko, « Russia has already fired 24 North Korean-made ballistic missiles on Ukraine: Prosecutor General explains their specifics », [Ukrainska Pravda](#), 16 février 2024.

³⁶ Valentyna Romanenko, op. cit.

³⁷ Valentyna Romanenko, op. cit.

³⁸ Air Force Command of UA Armed Forces, [Facebook](#), 27 février 2024.

³⁹ Svetlana Shcherbak, « Russia Used KN-23 Ballistic Missile from North Korea in Ukraine Strike, Missile Missed Target », [Defence Express](#), 6 août 2024.

⁴⁰ Russian Offensive Campaign Assessment, [Institute for the Study of War](#), 6 août 2024.

⁴¹ Russian Offensive Campaign Assessment, [Institute for the Study of War](#), 11 août 2024.

⁴² Russian Offensive Campaign Assessment, [Institute for the Study of War](#), 13 août 2024.

⁴³ Air Force Command of UA Armed Forces, [Facebook](#), 18 août 2024.

⁴⁴ Air Force Command of UA Armed Forces, [Facebook](#), 20 août 2024.

⁴⁵ Air Force Command of UA Armed Forces, [Facebook](#), 23 août 2024.

⁴⁶ Svetlana Shcherbak, op. cit.

explosé en vol. Ces dysfonctionnements sont à mettre en relation avec la grande proportion de munitions d'artillerie nord-coréennes défectueuses importées par la Russie⁴⁷.

Les SRBM nord-coréens jouent un rôle important dans la stratégie de dissuasion du pays, conventionnelle comme nucléaire. Dans ce contexte, la démonstration de problèmes techniques et le manque de fiabilité qui semble être observés en Ukraine sont sans doute perçus comme un signal négatif par Pyongyang. Ces difficultés peuvent en effet mettre en doute la crédibilité opérationnelle de l'ensemble des capacités balistiques nord-coréennes. Elles sont d'autant plus dommageables que la propagande du régime avait réussi à illustrer la fiabilité, précision et portée allongée de ces SRBM lors de séries intensives d'essais, avec en particulier des images semblant démontrer des précisions (ECP) très correctes⁴⁸.

Pour autant, l'expérience n'est peut-être pas entièrement négative pour le régime nord-coréen. En effet, toute expérience de terrain est utile pour des concepteurs d'armes et les données collectées sur le théâtre ukrainien seront probablement utilisées pour améliorer l'ensemble de l'arsenal nord-coréen⁴⁹. Si l'envoi de missiles en Ukraine répond également à des besoins financiers et géopolitiques du côté de la Corée du Nord, cette vente aura donc également permis au pays de tester des systèmes associés à sa stratégie de dissuasion sur le terrain.

Bien que la performance des missiles reste *a priori* peu satisfaisante, les dommages portés à la crédibilité de la dissuasion nord-coréenne pourraient être compensés par la démonstration d'une capacité de production forte et à bas coût, une opportunité d'essais massifs en conditions opérationnelles, mais aussi une potentielle coopération future de la Russie dans le développement de missiles balistiques, mais aussi dans d'autres domaines militaires en lien avec ses forces nucléaires⁵⁰.

⁴⁷ Jonathan Corrado et Anton Ponomarenko, « North Korea's Flawed but Winning Strategy in Ukraine », [38 North](#), 21 juin 2024.

⁴⁸ Stéphane Delory et al, op. cit.

⁴⁹ Jonathan Corrado et Anton Ponomarenko, op. cit.

⁵⁰ Thomas Newdick, « North Korea May Be Building An Early-Warning Radar Plane », [The War Zone](#), 15 décembre 2023.

PUBLICATIONS ET SEMINAIRES

1. *Australia and the US nuclear umbrella: from deterrence taker to deterrence maker*

Cet article⁵¹ s'intéresse à l'évolution de la posture australienne, à la fois en termes d'alliance et en matière de dissuasion élargie. Il considère que devant la montée en puissance chinoise, l'Australie a considérablement fait évoluer son approche. Tout d'abord, l'alliance américaine était jusqu'à maintenant évoquée de manière assez vague, avec en particulier peu de références au rôle de la dissuasion nucléaire. Pour des raisons de politiques internes, les gouvernements australiens tenaient peu à évoquer publiquement leur contribution au système de dissuasion élargie américaine (alerte avancée), et affichaient une posture de *sole purpose* en contradiction avec la posture américaine. Les choses ont commencé à changer depuis quelques années, avec par exemple la création d'un dialogue stratégique qui évoque les questions de dissuasion et de maîtrise des armements en Indopacifique, ainsi que d'autres forums ayant pour objectif d'approfondir le caractère « stratégique » de l'alliance. L'accord AUKUS de 2021 a naturellement été un signe très visible de cette évolution et de cet objectif grandissant à Canberra de dissuader des initiatives hostiles chinoises. En 2022, le gouvernement a également aménagé la base aérienne de Tindal pour permettre l'accueil du B-52. Tout comme d'autres alliés et partenaires asiatiques, l'Australie a donc largement mis l'accent sur sa participation à la posture de dissuasion conventionnelle élargie dans la région. Néanmoins, les auteurs montrent que le rôle grandissant du nucléaire dans la région, et l'insistance en particulier des autres alliés américains tels que le Japon et la Corée du Sud pour renforcer les mécanismes de dissuasion élargie (nucléaire) a un effet sur l'Australie également. D'une part, le pays se trouve potentiellement menacé par les développements nucléaires de la Chine ou de la Corée du Nord. De l'autre, une posture de dissuasion nucléaire élargie solide est essentielle pour contrer les risques de prolifération (à Séoul ou Tokyo). Enfin, dans le risque d'une seconde présidence Trump, les auteurs estiment qu'une plus grande implication australienne dans la posture de dissuasion de manière large serait essentielle pour dissuader Washington de réduire son soutien dans le cadre d'Aukus. De fait, l'article souligne que la coopération militaire opérationnelle plus étroite entre Washington et Canberra offre des opportunités pour l'Australie de davantage contribuer à la dissuasion élargie. Ainsi, les auteurs recommandent l'établissement d'un dialogue stratégique bilatéral consacré à la dissuasion, évoquant de manière concrète la contribution australienne dans divers scénarios d'escalade, voire celui d'un forum multilatéral de planification nucléaire. Ils jugent également que Canberra devrait « *rester réceptive à de futures propositions de déploiement avancé de plateformes nucléaires américaines* ». Enfin, les auteurs suggèrent de revenir à l'opposition

⁵¹ Peter J. Dean, Stephan Frühling et Andrew O'Neil, « Australia and the US nuclear umbrella: from deterrence taker to deterrence maker », *Australian Journal of International Affairs*, janvier 2024.

systematique du TIAN à l'Assemblée générale des Nations Unies, et d'abandonner les gestes d'ouvertures envers le Traité mis en œuvre par le gouvernement Albanese et qualifiés de « contradictoires » et « hors de propos » pour un allié américain. Pour les auteurs, il ne s'agit en effet plus d'être un récipient passif de la dissuasion, mais d'endosser ses responsabilités et de contribuer à la crédibilité de l'engagement américain, en particulier grâce au soutien conventionnel apporté aux opérations nucléaires, même si cela s'avère impopulaire dans le court terme.

CALENDRIER

Prochains événements et webinaires :

17 septembre 2024 : Understanding Public Opinion on Nuclear Weapons Through a Gender Lens, [UNIDIR](#), webinaire avec Ellen Willio (Université d'Anvers) et Michal Onderco (Erasmus University Rotterdam)

8 octobre 2024 : «La dissuasion française face aux nouvelles menaces : enjeux, défis et évolutions», table-ronde dans le cadre de la 3e édition des rencontres stratégiques de la Méditerranée, Toulon.